

VD_GERICHTE ZA10.015017 vom 20. April 2012

VD Tribunal cantonal, 2012-04-20, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_ZA10.015017

FR: VD_GERICHTE ZA10.015017 du 20 avril 2012

IT: VD_GERICHTE ZA10.015017 del 20 aprile 2012

Erwägungen

E. 5

Par surabondance, on relèvera que l'art. 17 LPGA, impliquant une révision liée à une modification des circonstances postérieurement à

- 12 - une décision entrée en force, n'est en l'occurrence pas applicable, dès lors que le recourant n'allègue pas une péjoration de son état de santé sur le plan psychique après la décision sur opposition du 10 décembre 2004. Cela étant, comme l'explique l'intimée, une indemnité en capital a été versée au recourant en raison de ses troubles psychiques. Le recourant n'a contesté ni le principe de l'octroi d'une telle indemnité ni ses modalités de calcul. L'objectif de l'intimée était de favoriser le recouvrement par le recourant d'une pleine capacité de travail (cf. art. 23 LAA). Ainsi, en cas de paiement d'une indemnité en capital au motif que l'on pouvait pronostiquer qu'elle entraînerait une amélioration de la capacité de travail, l'assureur-accidents ne répond pas du fait que le pronostic ne se vérifie pas ultérieurement et que l'indemnité n'a, dès lors, pas atteint son but (Frésard/Moser-Szeless, Schweizerisches Bundesverwaltungsrecht [SBVR], Vol. XIV, 2e éd., Bâle 2007, p. 913 sv.). Cette circonstance n'est donc pas non plus un motif de révision au sens de l'art. 17 LPGA.

E. 6

a) En définitive, le recours doit être rejeté, ce qui entraîne la confirmation de la décision querellée. b) La procédure étant gratuite (art. 61 let. a LPGA), il n'y a pas lieu de percevoir de frais judiciaires. Bien que la caisse intimée obtienne gain de cause avec le concours d'un mandataire professionnel, elle agit comme autorité chargée de tâches de droit public et ne peut en cette qualité se voir allouer des dépens à la charge du recourant (ATF 134 V 340 consid. 7).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.